

Les requalifications à usage récréatif des territoires en marge ou en crise, un outil de développement territorial durable ?
Modèles, pratiques et enjeux

Le Lab'Urba, les Universités Paris Est Créteil et Paris Est Marne La Vallée organisent un colloque international consacré aux actions de requalifications/reconversions à usage récréatif dans les espaces marginalisés ou en crise qu'il s'agisse de mise en tourisme ou de la mise en place d'activités de loisir et culturelles. .

Ce colloque entend dresser un bilan de ces politiques/initiatives/actions. Il vise par ailleurs à analyser les circulations de modèles de développement, de bonnes pratiques et d'expériences entre les différents acteurs, institutions, associations, collectifs, entreprises, etc. impliqués dans la mise en place de ces nouvelles dynamiques territoriales.

Le tourisme connaît à l'échelle européenne et mondiale une forte croissance depuis cinq décennies, générant activités et emplois. Le nombre de touristes mondiaux a ainsi plus que quintuplé en un demi-siècle. Parallèlement, le développement des loisirs connaît également une forte croissance. A cette évolution de la demande s'ajoute une mutation des pratiques depuis trente ans qui permettent de nouvelles destinations et nouveaux usages. Citons à titre d'exemple, depuis les années 1980, l'émergence des courts séjours, la réduction importante des coûts de transports, que le développement du *low cost* n'a fait qu'accélérer davantage.

Dans un tel contexte, le développement de politiques de mise en tourisme, qu'il soit culturel, patrimonial, vert, etc., ou de développement d'activités de loisir et ludiques a régulièrement été proposé et impulsé comme moyen et outil de (re)dynamisation territoriale et ce à plusieurs échelles. Il s'agissait ainsi d'initier de nouvelles activités au sein de territoires en crise ou en marge pour assurer ainsi une reconversion économique ou la création d'activités supplémentaires. Ce processus de requalification cherche à générer de nouvelles dynamiques économiques et ne questionne pas seulement le statut d'anciens lieux de production. L'action sur ces territoires par les acteurs vise alors à insuffler une nouvelle image plus positive à un territoire en déclin.

Par territoire en crise, il convient de comprendre un territoire subissant un ou plusieurs chocs économiques et sociaux ayant pour conséquence une mutation durable de sa structure socio-économique et territoriale caractérisée par un affaiblissement de ce qui avait assuré le développement de ce territoire auparavant. Par ailleurs, nous entendons par territoire en marge un espace éloigné des dynamiques sociales et économiques, relégué ou déclassé, évité.

Le colloque s'intéresse donc aux territoires industriels en déclin, aux zones sensibles, aux territoires ruraux déclassés, aux espaces de moyenne montagne, etc., ensemble des lieux dont le dynamisme semble moindre et dont l'attractivité paraît également moins forte.

Dans ce type de territoire, les exemples sont en effet nombreux de politiques de requalifications à usage récréatif. Dès les années 1960, en France, la mise en place de gîtes ruraux notamment constituait la première série de mesures à destination des espaces ruraux en déclin à qui il s'agissait alors de proposer un nouveau souffle. L'agriculteur était déjà présenté, dès 1963, comme un gardien de la nature et un promoteur du tourisme. Les zones littorales et rétro littorales étaient ciblées. Ces actions

furent confirmées par les 6^e et 7^e plans de développement de l'espace touristique. Des espaces ruraux, les aménagements passèrent ensuite à certains espaces industriels qui, à partir des années 1970-1980, connaissaient un affaiblissement de leur activité et une forme de relégation économique et sociale. Maintien de l'activité, reconversion et redynamisation furent successivement tentés, notamment dans les zones industrialo-portuaires où, à l'activité logistique, a été régulièrement substituée une activité récréative et culturelle, parallèlement à un mouvement de reconquête des fronts de mers. Citons Londres ou Barcelone. Ces politiques ont ainsi proposé un nouveau visage aux territoires concernés, autour des arts et de la culture ou des loisirs, citons ainsi le musée de Bilbao maintes fois imité depuis, le Louvre-Lens constituant sans doute le dernier avatar, ou encore Loisinord ou Amnéville. Plus récemment, et même si l'écomusée du Creusot, ouvert dès 1973, montre que ces politiques sont moins nouvelles qu'il n'y paraît, on mentionnera les politiques de patrimonialisation qui entendent conserver en partie le bâti et le paysage mais changer la destination et l'usage de ces bâtiments.

Ces exemples semblent témoigner de politiques identiques suivant un modèle de développement ou des pratiques expérimentées. Ce sont précisément ces pratiques et circulations de modèles et leur résultat à l'aune de plusieurs décennies de politiques de reconversion et requalifications que ce colloque entend interroger. Il s'appuie sur ces multiples expériences pour questionner la notion de modèle(s) de développement par la requalification à usage récréatif, analyser son mode de circulation auprès des acteurs publics et privés.

Reconversion des territoires, patrimonialisation ont fait l'objet de nombreux travaux et études tout comme les requalifications à usages récréatifs. Il est vrai que la sauvegarde de l'outil et des bâtiments industriels fut prégnante dès les années 1970 tandis que l'avènement des parcs naturels régionaux posait avec acuité la question du développement territorial rural.

Il ne s'agit pas de la seule option possible pour les territoires considérés. Ainsi des politiques de diversification économique, de venue de nouvelles activités en lien avec les précédentes ou nouvelles impulsions économiques ont aussi été mises en place. On pense notamment à Glasgow. La requalification à usage récréatif n'est donc pas l'unique entrée dans la palette des politiques publiques de reconversion. Parfois dans les mêmes territoires, plusieurs politiques différentes ont été menées preuve d'un tâtonnement. Aussi, l'analyse de cas présentant une pluralité de politiques menées, dont les politiques de requalification à usage récréatif, simultanément ou chronologiquement peut apporter un éclairage intéressant.

Ces expériences et politiques ont donné naissance à des partages de pratiques, parfois renouvelées au gré d'innovations dans les secteurs du loisir et tourisme. A ce titre, le colloque entend notamment interroger les impacts actuels de certaines innovations sur ces territoires spécifiques. Ainsi les mutations qu'engendre aujourd'hui le recours aux technologies de la communication et de l'information semblent devoir constituer une entrée nécessaire pour étudier les évolutions des politiques actuelles : ces technologies permettant notamment de mettre en avant des destinations insolites dans les milieux ruraux. En modifiant les pratiques des touristes notamment au travers du m-tourisme elles invitent également à penser différemment les relations en touristes et habitants.

Si la circulation de pratiques, d'initiatives et d'expériences a permis de belles réussites ; elle n'a pas empêché des échecs, causes parfois d'endettement majeur de

certaines collectivités territoriales. Souhaitant manifestement imiter des exemples réussis de reconversion, certaines collectivités n'ont pas hésité à avoir un recours immodéré à l'emprunt, grevant durablement leurs finances autour de résidences de tourisme mal aménagées. Par ailleurs, concernant les territoires en déclin industriel, le passage d'une économie industrielle à une économie axée sur la culture et les loisirs est loin d'avoir été sans heurts. On voit ainsi apparaître progressivement des friches touristiques, ultime étape de friche. Certains territoires disposent ainsi d'une offre à la limite de la saturation et d'une obsolescence de l'immobilier touristique. Le colloque entend dès lors interroger le bilan économique et social au regard de la perception des acteurs notamment, en questionnant la circulation de modèles au prisme des particularités locales.

Enfin, ces politiques ont aussi permis au final une mise en tourisme des marges, un tourisme en marge. La fréquentation a parfois au point d'être davantage un territoire touristique à part entière. Il semble dès lors intéressant d'interroger les pratiques et usages de ces nouveaux espaces.

Le présent colloque entend confronter les perceptions et pratiques des acteurs (élus, aménageurs, associations, etc.) avec les réflexions et analyses du monde de la recherche. Il se fonde donc sur deux parties distinctes

Un premier mouvement constitué d'une succession de tables rondes donnera la parole aux élus, représentants de collectivités territoriales, responsables de musées, aménageurs, agent administratif, professionnels du tourisme et collectifs d'associations afin de partager les expériences de requalification sur des territoires différents. Les notions de modèle de développement ainsi qu'un bilan des actions menées seront ainsi interrogés. Il sera fait place aussi bien aux nombreuses politiques *top down* menées en France et en Europe qu'aux politiques *bottom up* qui furent initiées par des associations et membres de la société civile.

Un second mouvement constitué d'interventions de chercheurs autour d'études de cas et de comparaisons permettra d'analyser sur le long terme des politiques précises et des contextes locaux. Les contributions attendues pourront présenter une étude de cas détaillée ou une réflexion plus générale sur la circulation des politiques de reconversion à usage récréatifs des territoires. Les comparaisons de terrains différents sont bienvenues et encouragées.

Les contributions attendues pourront se focaliser sur deux axes :

- **Les requalifications territoriales bilans, modèles et perspectives** l'analyse d'un ou plusieurs territoires au regard des politiques de reconversion menées. Sont attendues des propositions permettant de détailler les politiques menées voire, le cas échéant, une succession de politiques menées et leurs conséquences sur le dynamisme du territoire. Plusieurs types de requalification peuvent ainsi être abordés voire la cohabitation de plusieurs reconversions sur un même territoire. Ces propositions veilleront à mettre en évidence des modèles d'aménagement et de politiques territoriales. Sont également attendues des propositions mettant en évidence les dynamiques actuelles de ces reconversions au prisme des nouvelles technologies et innovations techniques. Des propositions portant sur des territoires faisant l'objet d'usages touristiques plus marginaux (urbex, balades urbaines, etc.) sont également intéressantes dans la mesure où

elles mettront en lumière les modes de circulations de ces mises en valeur particulières et les conséquences de ce tourisme marginal sur le territoire.

- **Le rôle des acteurs** l'analyse portera plus précisément sur les perceptions et actions des différents échelons administratifs, institutions, des associations et collectifs, entreprises etc. selon une réflexion tant *top down* que *bottom up*. Sont attendues notamment des réflexions sur le rôle croissant des initiatives privées et associatives dans les politiques de requalification, sur les pratiques encore marginales qui se développent et croissent via les réseaux sociaux. Les propositions veilleront à mettre en lumière le rôle des acteurs locaux dans la prise de décision, le détail de l'action des élus mais aussi de l'administration locale qui a parfois un rôle important. Sont également attendues des propositions détaillant le poids des financements nationaux/ régionaux etc. et en conséquence leur influence éventuelle sur les choix menés. Par ailleurs, l'étude du rôle des cabinets de conseil et autres acteurs privés de l'aménagement est également souhaitée pour faire ressortir l'influence des modèles sur les acteurs des politiques.

Chaque proposition d'intervention présentera un résumé de maximum 500 signes suivie d'une rapide bibliographie. Le ou les axes retenus seront détaillés et développés.

Si la première journée est davantage réservée aux chercheurs et élus, la seconde est ouverte à tous et plus particulièrement aux préparateurs du CAPES et de l'agrégation.

Les propositions de communication devront être envoyées au plus tard le 26 novembre 2017.

Bibliographie indicative

Bailoni M., « Quelle place pour le patrimoine dans le renouveau d'une région postindustrielle ? Le cas du Nord-Est anglais », *Revue Géographique de l'Est*, 1-2/2008, URL : <http://rge.revues.org/682>

Bernard N., Blondy C., Duhamel P. (dir) *Tourisme et périphéries*, Rennes, PUR 2017.

Bessy O., Deletraz. G & Corneloup J., L'habitabilité récréative dans le Parc Naturel Urbain Palois, in *Nature et Récréation* n°3 2017 pp 32-43.

Bessy O. Pau station d'eaux-vives. De l'ambition politique à la construction d'un nouveau territoire, in *Les Sports en eaux-vive. Enjeux pour le XXI^e siècle et les territoires*, JP, Callede (dir), Les Cahiers de l'Université Sportive d'été, MSHA, 2016 pp 111-136.

Bessy O & Coulom JC., Du Stade d'Eaux-Vives Pau Pyrénées au Parc Naturel Urbain : Entre récréativité innovante et innovation territoriale, in *Loisirs et Société*, 2014 pp 79-100.

Camagni R., Maillat D., Matteaccioli A., *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, Institut de recherches économiques et régionales, éditions EDES, 2004, 298 p.

Combes PP., Mayer T., Thisse JF., *Économie géographique*, Paris, Économica, 2006, 350 p.

Davezies L., *La diversité du développement local dans les villes françaises*. Rapport à la Datar. L'Œil-Créteil, université Paris-XII, Créteil, polyg, 2003, 60 p.

Daviet S., *Industrie, culture, territoire*, Paris, L'Harmattan, 2005, 210 p.

Edelblutte S., *Paysages et territoires de l'industrie en Europe. Héritages et nouveaux* Paris, éditions Ellipses, 2009, 272 p.

Fagnoni E., « Reconversion territoriale : des dynamiques touristiques entre "devoir de mémoire" et "volonté d'oubli" », dans *Tourismes et territoires*, Nicole Commerçon (dir), 2011, p. 155-165.

Fagnoni, E. « Amnéville, de la cité industrielle à la cité touristique : quel devenir pour les territoires urbains en déprise ? », *Mondes en développement*, no 125, 2004/1 128 p.

Fagnoni E. De l'exclusion des paysages industriels lorrains à leur réinsertion par le biais du tourisme et des loisirs, *Mosella*, 2002, Tome XXVI, n°3-4, juin.

Fagnoni E. La mise en tourisme des friches industrielles en Lorraine : approche patrimoniale, in *Le tourisme industriel : le tourisme du savoir-faire ?* Damien M.M., Sobry C. (dir) Paris, L'Harmattan, 2001 Coll. Tourismes et Sociétés.

Gravari-Barbas M. (dir.), *Habiter le patrimoine. Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005 p. 517-526.

Gravari-Barbas M., Violier Ph. (dir.) *Lieux de culture et culture des lieux. Production(s) culturelle(s) locale(s) et émergence des lieux : dynamiques, acteurs, enjeux*, Rennes, PU de Rennes. 2003

Gumuchian H, Pecqueur B., *La ressource territoriale*, Edition Economica, Anthropos Géographie, Paris, 2007, 252 p.

Kebir L., Crevoisier O., Cultural resources and regional development : the case of the cultural legacy of watchmaking, in Cooke P. et Lazzeretti L., *Creative cities, cultural clusters and local economic development*, Edward Elgar, 2008, p. 48-69.

Leriche F., Daviet S, Sibertin-Blanc M, Zuliani JM (eds), *L'économie culturelle et ses territoires*, Presses Universitaires du Mirail (PUM), Toulouse, 2008, 381 p.

Lusso B., « Culture et régénération urbaine : les exemples du Grand Manchester et de la vallée de l'Emscher », *Métropoles*, (en ligne), n°8, mis en ligne le 30 novembre 2010,

Luxembour C., *Métamorphoses des villes industrielles. Vivre la ville désindustrialisée*, Paris, L'Harmattan, 2014, 178 p.

Pecqueur B., Zimmermann J.-B. (dir.), *Économie de proximités*, Paris, Lavoisier, coll. « Hermès Science », 2004, 260 p.

Scott A. J., Leriche F., « Les ressorts géographiques de l'économie culturelle : du local au mondial », *L'Espace Géographique*, n° 3, 2005, p. 207-222.

Talandier M., « Une autre géographie du développement rural. Une approche par les revenus », *Géocarrefour*, vol. 83-4, avril 2009.

Terrier C. (dir.), *Mobilité touristique et population présente – Les bases de l'économie présentielle des départements*, Édition Direction du Tourisme, 2006, 67 p.

Veschambre V., *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 318 p.

Comité scientifique :

Olivier Bessy PASSAGES Université de Pau
Emmanuèle Cunningham-Sabot Ecole Normale Supérieure
Marie Delaplace Lab'Urba UPEM
Philippe Duhamel ESO Université d'Angers
Edith Fagnoni EIREST Paris IV Sorbonne
Maria Gravari-Barbas EIREST Paris I Panthéon-Sorbonne
Guillaume Poiret Lab'Urba UPEC
Annie Rouard université Savoie-Mont-Blanc
Pierre-Olaf Schut ACP UPEM
Magali Talandier Pacte Université Grenoble Alpes
Philippe Violier ESO Université d'Angers